



**Conseil scientifique d'institut INP du CNRS**  
**Collège A2**  
**Bertrand BERCHE**  
**LPCT (UMR 7019), Université de Lorraine**

**Depuis maintenant 20 ans l'ESR est attaqué de toute part :**

- la diminution ces dernières années du nombre de postes ouverts aux concours de chercheuses et de chercheurs a fragilisé le CNRS et gravement nuit aux perspectives d'emploi des jeunes docteur·es,
- les statuts nationaux ont été érodés par la mise en place de systèmes de primes qui individualisent les carrières,
- le financement de la recherche sur appels à projets, chronophage et injuste, place les collègues en situation malsaine de concurrence, il crée les conditions d'une recherche à plusieurs vitesses,
- l'évaluation des laboratoires est aux mains d'une officine, l'HCERES, qui privilégie l'évaluation sur tableur aux visites et échanges entre pairs,
- la multiplication d'emplois de contractuels, y compris au niveau des postes de chercheuses et chercheurs paupérise les individus, les met en situation de subordination et de compétition les un·es avec les autres, elle fragilise le statut...

**Dans la mesure de nos moyens, au Conseil Scientifique d'Institut, nous nous engageons à œuvrer**

- Pour la défense de l'emploi scientifique,
- Pour l'augmentation réelle des salaires et la fin des systèmes de primes,
- Pour la défense des libertés académiques, liberté d'opinions et de choix de sujets de recherche,
- Pour le soutien à la recherche fondamentale,
- Pour un financement récurrent des laboratoires et la fin du pilotage de la recherche par les agences de moyens,
- Pour l'évaluation par les pairs au sein d'instances composées majoritairement de membres élus.

## POUR UN RÔLE RENFORCÉ DES CONSEILS SCIENTIFIQUES D'INSTITUT DU CNRS

Le SNESUP-FSU et le SNCS-FSU défendent et promeuvent un paysage de la recherche en France où le Comité national de la recherche scientifique, composé de pairs majoritairement élus et représentant l'ensemble de la communauté scientifique, constitue le véritable *Parlement de la recherche*. Les Conseils scientifiques d'institut (CSI) et le Conseil scientifique (CS) du CNRS doivent être ainsi les acteurs majeurs dans l'élaboration de la prospective scientifique. Cette prospective scientifique élaborée par les CSI et le CS du CNRS doit jouer pleinement son rôle de proposition pour la politique scientifique nationale et les programmes nationaux de recherche conduits par établissements de la recherche publique.

### Pour la recherche publique

Le SNESUP-FSU et le SNCS-FSU portent une vision globale sur l'organisation de la recherche en France. **Une vision où la liberté de recherche est garantie** et où les opérateurs publics de recherche, avec des périmètres et des rôles distincts, travaillent harmonieusement au développement de connaissances nouvelles pour le bien commun. Les organismes de recherche contribuent à repousser toujours plus l'ensemble du front continu des connaissances avec leurs chercheuses et chercheurs, ingénieures et ingénieurs, techniciennes et techniciens, et avec les enseignant-es-chercheur-es de leurs unités mixtes de recherche (UMR) : elles et ils doivent pouvoir mener leur recherche en toute liberté avec un financement par dotations de base et une évaluation à l'échelle nationale par des pairs majoritairement élus. Cette science est riche de sa liberté académique, de ses coopérations internationales et des programmes nationaux répondant aux enjeux scientifiques les plus actuels. Les universités assurent une articulation féconde entre le développement des connaissances et leur transmission par l'enseignement. Les universités et les organismes coopèrent sur le terrain de la science au sein des UMR, qui doivent être des espaces propices au travail scientifique non entravé par d'abusives complications administratives. Les opérateurs de recherche coopèrent avec l'ensemble de la société, les entreprises, les acteurs sociaux et politiques, pour que le bien commun que sont les connaissances scientifiques contribuent aux progrès sociaux et écologiques.

Cette vision implique de **repenser radicalement les politiques menées ces dernières années** en partant d'éléments à la base de la liberté de recherche et d'un bon déroulement des activités scientifiques : le financement dans la durée, la confiance, l'évaluation par les pairs et organisée par les pairs, la coopération et l'échange.

### Nos récentes actions

#### La défense des organismes de recherche et des UMR.

Le SNESUP-FSU et le SNCS-FSU ont combattu les propositions de la Cour des comptes, de la CPU et du président de la République de transformer les organismes de recherche en agences de moyens. Ils ont obtenu la sanctuarisation du statut des personnels et des UMR comme briques de base et modèle de synergie dans la recherche. Ils continueront à lutter pour le renforcement des universités et des organismes de recherche comme opérateurs de recherche de plein exercice des unités mixtes de recherche. Ils s'opposeront à la volonté de l'actuelle ministre, à travers la mission confiée à Philippe Gillet, de transformer les organismes de recherche en agence de programmes et de confier la gestion des UMR aux universités en fusionnant les services gestion des organismes à ceux des universités.

**Le renforcement des acquis du Comité national.** Le SNCS-FSU publie sur son site web les listes de candidats admissibles par ordre de mérite aux concours chercheuses et chercheurs au CNRS depuis que le CNRS a décidé de les afficher par ordre alphabétique.

**La défense de l'évaluation des laboratoires en s'opposant au HCERES.** Le SNCS-FSU et le SNESUP-FSU ont rendu publique la volonté du HCERES de mettre fin à la visite sur site des laboratoires lors de leur évaluation et ont obtenu le rétablissement de cette visite sur site quand les laboratoires et leurs tutelles le demandent.

**La lutte contre les dispositions de la LPR.** Le SNESUP-FSU et le SNCS-FSU se sont opposés tout au long de l'année 2020 au projet de LPR qui déstabilise encore davantage la recherche publique. Ils continueront à organiser les luttes pour bloquer la mise en œuvre des mesures délétères de la LPR, notamment les chaires de professeur junior qui aggravent la précarité des personnels et désorganisent les laboratoires.